

Pourquoi un centre d'archives économiques dans le Jura?

Autor(en): **Donzé, Pierre-Yves**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **106 (2003)**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-685278>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pourquoi un centre d'archives économiques dans le Jura ?

Pierre-Yves Donzé

Plaidoyer pour la sauvegarde du patrimoine industriel régional

S'il est vrai que « toute histoire est contemporaine », pour reprendre l'expression bien connue de l'historien italien Benedetto Croce, encore faut-il disposer des moyens de répondre aux interrogations du présent. Cette remarque est particulièrement vraie en ce qui concerne l'histoire économique jurassienne des XIX^e et XX^e siècles, pour laquelle les sources documentaires sont fragmentaires et disparates. En effet, les archives d'entreprises, principal reflet des activités économiques, relèvent du domaine privé. Leur conservation et leur conditionnement ne sont donc pas des tâches prioritaires des archives publiques – archives fédérales, cantonales et communales, qui s'occupent d'abord des documents produits par l'administration publique – bien que certaines d'entre elles conservent des archives privées au titre de la sauvegarde du patrimoine. De même, la politique d'acquisition des musées est généralement plus centrée sur les objets (montres, outils, machines, etc.) que sur la documentation archivistique. Ainsi, les lieux traditionnels de la conservation de la mémoire collective ne gardent que fort peu de traces écrites des activités économiques passées. Il est vrai que ce n'est que récemment que l'on a commencé à y attacher une certaine importance et à les considérer comme dignes d'intérêt culturel, au même titre que les activités ressortissant à la politique, à l'administratif et à l'artistique.

Dans l'arc jurassien, la désindustrialisation et les bouleversements économiques qui ont suivi la crise des années 1970 et la libéralisation des marchés ont favorisé une prise de conscience de la nécessité de sauvegarder des traces et des témoignages de ces entreprises qui ont fait le développement régional. La notion de patrimoine industriel est ainsi née de la volonté de sauver les restes d'une société industrielle jurassienne en voie de disparition¹ et d'un désir de comprendre. Comprendre ce qui avait permis l'essor industriel régional, mais aussi comprendre les causes du déclin économique jurassien.

Sauvegarder, conditionner et conserver les archives relatives à l'économie régionale n'est pourtant pas chose aisée. Cela s'explique largement par la nature des archives économiques. D'une part, les entreprises et personnes privées n'ont aucune obligation légale de conserver leurs archives, au-delà d'un délai de dix ans pour certains documents. Cette contrainte nécessite donc un important travail de communication et de conscientisation du monde économique à la valeur patrimoniale de sa documentation. Plusieurs fabricants d'horlogerie (Longines, Omega, Tissot, etc.) ont compris de longue date l'importance de leurs archives, notamment parce qu'ils les utilisent dans une perspective promotionnelle. Or, le tissu industriel jurassien est historiquement constitué de multiples entreprises qui ne commercialisent pas directement leurs produits auprès du large public, mais plutôt dans des filières de sous-traitance dans lesquelles la promotion publicitaire est plus discrète. Dans ces milieux, il est ainsi très courant de détruire les documents après usage ou lors de réaménagements immobiliers. D'autre part, le travail de conservation des archives d'entreprises prend une dimension particulière du fait de leur masse. Les documents secrétés par une petite entreprise jurassienne prennent vite des dimensions considérables. Les archives de la maison franc-montagnarde Aubry Frères SA, Le Noirmont, qui ont pu être sauvées en 2002, représentent par exemple à elles seules 150 mètres de rayons d'étagères, soit l'équivalent moyen d'une bibliothèque de plus de 10000 ouvrages².

Ainsi, tant la nature du patrimoine industriel que la structure des institutions culturelles existantes ne permettent pas la mise en œuvre de la sauvegarde des archives économiques. Il fallait donc trouver une autre solution, avec la création *ex nihilo* d'un centre d'archives à destination de ce patrimoine, à l'image de ce que l'on peut trouver en Allemagne ou en France³. C'est à cette tâche que s'est attelée un groupe de sociologues et d'historiens jurassiens depuis 1997, ce qui a permis l'ouverture à Saint-Imier en juin 2002 du Centre jurassien d'archives et de recherches économiques (CEJARE).

L'histoire économique de l'Arc jurassien : un outil pour la compréhension des phénomènes économiques

Depuis deux siècles, le tissu économique jurassien se caractérise par un fort développement industriel autour des secteurs de l'horlogerie, de la machine-outil et, plus tardivement, des microtechniques. Plusieurs centaines d'entreprises, aux destinées plus ou moins durables, ont fait la richesse du pays et employé des dizaines de milliers de Jurassien-ne-s.

La crise horlogère des années 1970 a été l'occasion d'une vaste recombinaison des activités industrielles autour des microtechniques qui permettent à la région de conserver un caractère industriel très accentué (en 2000, on comptait 41 % des actifs dans le secteur secondaire dans le Jura contre 26 % pour l'ensemble de la Suisse)⁴.

L'origine et la destinée des grandes entreprises jurassiennes de 1947 sont une bonne illustration de ce phénomène (voir tableau ci-après). Les 45 entreprises regroupées ici emploient près de 10800 personnes en 1947, soit environ un tiers des actifs du secteur industriel. De plus, ces maisons entretiennent un vaste réseau de sous-traitants, particulièrement dans le domaine horloger. En outre, plus de la moitié d'entre elles (23) ont été fondées avant 1914. On a donc affaire à la quarantaine d'entreprises qui mènent l'industrialisation régionale. Florissantes dans l'après-guerre, elles sont victimes de la cartellisation de l'horlogerie pour certaines d'entre elles et, plus généralement, de la crise des années 1970. Il ne subsiste aujourd'hui de cette élite industrielle que 24 entreprises – et seulement 17 d'au moins 100 personnes – représentant près de 5300 postes de travail (soit moins du quart des actifs du secteur industriel).

Bon nombre de ces entreprises disparues n'ont pas laissé de traces de leurs activités, d'archives qui donneraient l'occasion de comprendre leur fonctionnement et leur rôle dans le développement économique régional. Seules les archives d'entreprise permettent en effet de saisir les conditions dans lesquelles se sont créés ces acteurs primordiaux de l'industrie jurassienne et de répondre à quelques questions fondamentales concernant le moteur de la croissance économique: qui sont les fondateurs d'entreprises? d'où vient leur savoir-faire technique, comment le transmettent-ils et à qui? quels sont les soutiens financiers de l'industrie jurassienne (banques, privés, notaires, etc.)? que fait-on des profits? qui sont les ouvriers et comment travaillent-ils?

Répondre à ces questions n'est pas qu'un passe-temps d'historiens en mal de sujet d'études, mais un exercice essentiel à la compréhension du monde économique contemporain. Depuis une quinzaine d'années, d'importants travaux historiques ont été réalisés sur l'économie jurassienne. Ils illustrent à perfection ce que peut apporter l'analyse historique dans une telle perspective.

L'histoire économique jurassienne: un champ de recherche en complet développement ⁶

L'histoire de l'industrialisation de l'arc jurassien, et notamment du développement de l'horlogerie, a fait l'objet de nombreux écrits dès la seconde partie du XIX^e siècle. Dans une très large mesure, il s'agissait

Nom	Secteur	Localité	Fondation	Employés en 1947	Employés en 2003
Camille Bloch AG	Chocolat	Courtelay	1929	100	160
Société industrielle de Sonceboz SA	Horlogerie	Sonceboz	1849	200	350
Fabrique Graber SA	Horlogerie	Renan	1938	100	-
Cie de Montres Longines Francillon SA	Horlogerie	St-Imier	1867	800	250
Fabrique d'ébauches Unitas SA	Horlogerie	Tramelan	1919	120	-
Record Watch Co SA	Horlogerie	Tramelan	1903	230	-
Auguste Reymond SA	Horlogerie	Tramelan	1898	120	10
Arnold Charpiloz, Usines Helios	Horlogerie	Bévilard	1882	500	230
Schäublin SA	Machines	Bévilard	1915	400	100
Daniel Charpiloz	Mécanique	Malleray	1941	120	120
Burri SA	Mécanique	Moutier	1914		110
Fabrique de machines André Bechler SA	Machines	Moutier	1914	400	-
Fabrique Azurea	Horlogerie	Moutier	1914	100	90
Konrad Hermann SA	Décolletage	Moutier		100	-
Pétermann Joseph SA	Machines	Moutier	1902	300	-
Louis Schwab SA/SWIZA SA	Horlogerie	Moutier/ Delémont	1904	270	50
Tornos SA, puis Tornos-Bechler SA	Machines	Moutier	1880	500	550
Verreries de Moutier	Verrerie	Moutier	1841	180	180
Fabrique d'articles en métal SA	Mécanique	Reconvilier	1935	110	-
Fonderie Boillat SA/Swissmetal SA	Métallurgie	Reconvilier	1855	300	420
Tavapan SA	Bois	Tavannes	1934	130	25
Tavannes Watch Co SA	Horlogerie	Tavannes	1895	1000	-
Tavannes Machines Co SA	Machines	Tavannes	1938	290	-
Léon Frésard SA	Horlogerie	Bassecourt	1924	100	-
ISBA SA/Sanitex SA	Mécanique	Bassecourt	1943	100	20
Camille Piquerez SA (Stella)	Cycles	Bassecourt	1924	100	-
Georges Ruedin SA	Horlogerie	Bassecourt	1926	130	260
Ervin Piquerez SA	Horlogerie	Bassecourt	1939	160	-
Condor SA	Cycles	Courfaivre	1893	260	50
Wenger SA	Coutellerie	Delémont	1893	130	210
Manufacture de boîtes SA	Horlogerie	Delémont	1890	270	-
Aubry Frères SA	Horlogerie	Le Noirmont	1917	100	-
Mirval SA	Horlogerie	Saignelégier	1924	100	-
FLASA Filature de laines peignées SA	Textile	Alle	1934	100	280
Burrus & Cie/BAT Switzerland	Tabac	Boncourt	1814	350	410
Helios SA	Horlogerie	Porrentruy	1883	120	-
Louis Lang SA	Horlogerie	Porrentruy	1886	200	580
Theurillat & Cie SA	Pierres fines	Porrentruy	1901	130	-
Minerva et Labor SA	Chaussure	Porrentruy	1896	250	45
Spira & Cie SA	Textile	Porrentruy	1907	200	-
Aspor SA	Textile	Porrentruy	1924	130	-
Von Dach Frères	Bois	Porrentruy	1901	100	-
Von Roll	Métallurgie	Delémont/ Choindez	1843	1200	600
Usines Thécla SA	Matriçage	St-Ursanne	1915		220
Vve Paul Bouvier SA	Horlogerie	St-Ursanne	1876	200	-

Tab. Principales entreprises jurassiennes d'au moins 100 employés en 1947 et leur situation en 2003⁵.

alors de célébrer une sorte de génie horloger jurassien immuable en une période de profonds bouleversements socio-économiques issus de l'industrialisation de l'horlogerie. Comme c'est généralement le cas dans ces années 1860-1920, on a affaire à une histoire positiviste qui explique l'industrialisation régionale comme une conséquence logique des activités de quelques grands hommes. Dans la première partie du XX^e siècle, quelques ouvrages de synthèse sur le développement de l'industrie horlogère sont rédigés par des économistes et des historiens comme Marius Fallet-Scheurer⁷, Alfred Chapuis⁸ ou Anthony Babel⁹.

Il faut attendre le développement de l'histoire d'entreprise en Suisse, dans la foulée des travaux novateurs de François Jequier¹⁰, pour assister à un renouveau de la recherche. Dans le Jura, c'est François Kohler qui réalise en 1985 la première monographie d'une entreprise industrielle, celle de la Fabrique jurassienne de meubles¹¹, suivie d'une seconde, consacrée à la coutellerie Wenger, en 1993¹². Ces travaux s'inscrivent dans des recherches sur l'industrialisation qui le conduisent à rédiger plusieurs importantes synthèses sur l'industrie horlogère¹³ et l'économie jurassienne dans son ensemble¹⁴. Il faut aussi souligner les recherches de Marcel Rérat en histoire des transports¹⁵ – chemins de fer notamment – ainsi que sa participation à la réalisation de synthèses, notamment dans le cadre de la *Nouvelle histoire du Jura*. Enfin, il y a le mémoire de Christine Gagnebin-Diacon – une élève de Jequier – sur la Tavannes Watch Co (1987)¹⁶.

Les années 1990 voient la réalisation de nombreuses monographies de la part d'historiens issus des Universités de Lausanne et de Neuchâtel, souvent élèves de Laurent Tissot. Citons les travaux d'Alain Cortat sur Condor (1996)¹⁷, de Joëlle Knobel sur Omega (1997)¹⁸, de Jean-Daniel Kleisl sur le patronat de la boîte de montre à Bassecourt (1998)¹⁹. Il faut aussi relever ici les diverses publications de la sociologue Laurence Marti sur l'industrie prévôtoise de la machine-outil²⁰. Au niveau macroéconomique, des essais de synthèse entre l'histoire des entreprises, de l'interventionnisme étatique et des statistiques économiques ont été entrepris par Christophe Koller²¹.

Toutes ces recherches réalisées après 1985 ont permis d'acquérir une nouvelle connaissance du développement économique jurassien et de répondre à quelques interrogations du présent. Ce n'est pas un hasard si plusieurs monographies d'entreprises publiées ont connu un certain succès commercial²².

Les sources disponibles pour une histoire économique du Jura

La plupart des recherches évoquées ci-dessus reposent sur un matériel documentaire qu'il a fallu sauvegarder et classer, pour en faire un corpus de sources utilisables. A de rares exceptions près, ces divers fonds d'archives se trouvaient, avant leur utilisation, dans des greniers d'entreprises – dernière étape avant la destruction – ou de particuliers liés à leurs fondateurs. En effet, les institutions culturelles existantes ne conservent que quelques rares fonds d'archives économiques. Il faut, dans la plupart des cas, recourir aux entreprises elles-mêmes.

Archives économiques dans les institutions existantes

Bien qu'ils ne soient pas destinés prioritairement à cette tâche, plusieurs musées et archives publiques conservent certains fonds d'archives qui méritent l'intérêt des chercheurs²³. L'industrie mécanique et la machine-outil semblent des secteurs bien fournis, avec d'importants dépôts, notamment le fonds Condor, aux Archives cantonales jurassiennes (ARCJU), étudié par Alain Cortat, et les documents – non classés – déposés au Musée du tour automatique et d'histoire de Moutier, notamment les archives personnelles de Camille Sandoz, directeur de la maison prévôtoise Pétermann SA. Il existe aussi plusieurs petits fonds d'entreprises horlogères dispersés entre les ARCJU (Buchwalder, Biétry & Cie, Porrentruy, 1880-1905; Montres PWC, Porrentruy, 1918-1953) et le Musée de l'Hôtel-Dieu de Porrentruy (maison Juillard, Porrentruy), sans oublier les cahiers manuscrits de François Faivre relatant les débuts de l'horlogerie à Porrentruy, conservés au Musée international d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds.

A côté du secteur dominant métallurgie-horlogerie, on trouve plusieurs fonds disparates d'entreprises actives dans des domaines plus secondaires, comme les mines (Fours à chaux, Saint-Ursanne, aux ARCJU), l'agro-alimentaire (Brasserie Choquard, Porrentruy, aux ARCJU) ou les meubles (Fabrique jurassienne de meubles, Delémont, ARCJU).

Enfin, la conservation d'archives bancaires est rare et il faut souligner avec bonheur la conservation de celles de la Banque du Jura aux ARCJU, ainsi que celles de la Caisse d'épargne du district de Moutier aux Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, à Bâle. Ces deux fonds n'ont jamais été vraiment exploités et ouvriraient d'intéressantes perspectives dans la question du financement de l'industrialisation. La Banque du Jura est par exemple au cœur du réseau conservateur qui finance plusieurs socié-

tés horlogères d'importance, notamment la Société horlogère de Porrentruy et celle de Bassecourt, et réalise une grande partie de l'industrialisation du Jura catholique.

Mais les entreprises ne sont pas les seuls acteurs du jeu économique et d'autres intervenants ont laissé d'importantes sources de documentation. L'action de l'Etat et des divers services de l'administration publique – fédérale et cantonale – est la mieux documentée²⁴. Les Archives de l'Etat de Berne conservent d'importants fonds des départements de l'Intérieur, de l'Economie publique et des Finances, ainsi que de la Banque cantonale de Berne et de la Caisse hypothécaire. De plus, le recours aux Archives fédérales est nécessaire pour qui veut appréhender l'action du Département fédéral de l'Economie publique. Ces archives peuvent être complétées avec le fonds privé Eugène Péquignot, conservé aux ARCJU. Pour l'action syndicale, il faut se reporter aux archives de la FTMH, à la centrale de Berne et dans les divers secrétariats régionaux jurassiens, ainsi qu'aux archives de la Confédération romande du travail (CRT), déposées aux ARCJU. Enfin, les associations patronales n'ont laissé que de très maigres traces. Il n'y a guère que le fonds Emile Kistler, conservé aux ARCJU.

Le bilan de ce petit tour d'horizon est celui d'une grande dispersion des fonds et d'une très forte hétérogénéité des archives économiques à disposition. Les principales sources documentaires qui nous soient parvenues sont restées dans la plupart des cas au sein des entreprises. Ces acteurs sont ainsi les meilleures portes d'entrée dans l'histoire industrielle jurassienne.

Les entreprises jurassiennes et leurs archives

Mis à part quelques rares cas particuliers, les entreprises du Jura bernois et du canton du Jura ne disposent pas de leur propre service d'archivage. Malgré cela, certaines ont accepté ces dernières années que des historiens utilisent leur documentation pour un travail de recherche (Condor, Piquerez, Ruedin, Wenger, etc.). Afin de disposer d'une vue globale sur la question des archives, une enquête a été réalisée en 1999 auprès d'une centaine d'entreprises jurassiennes occupant plus de 50 personnes.

Cette démarche a obtenu de très bons taux de réponse et révélé l'ouverture de nombreuses entreprises en faveur du patrimoine industriel régional. Le recours à l'histoire est d'ailleurs de mieux en mieux intégré dans les politiques de communication des entreprises.

	Jura bernois	Jura	Total
Questionnaires envoyés	49	62	111
Retour (cessation d'activité)	3	4	7
Réponses	26 (53%)	35 (56%)	61 (55%)
Refus d'entrer en matière	5	5	10
Consultation pas permise	3	10	13
Consultation possible	18 (69%)	20 (57%)	38 (62%)

Le CEJARE: un centre pour la sauvegarde du patrimoine industriel jurassien

Forts de ces réflexions sur l'état des archives économiques jurassiennes et la nécessité de sauvegarder le patrimoine industriel régional, un groupe d'historiens et de sociologues jurassiens sur l'initiative du Cercle d'études historiques de la SJE, a travaillé depuis le milieu des années 1990 à la création d'une institution qui puisse accueillir ce type d'archives. C'est ainsi qu'est né le Centre jurassien d'archives et de recherches économiques (CEJARE), ouvert en juin 2002 à Saint-Imier. Il poursuit actuellement plusieurs buts.

Il s'agit tout d'abord, et prioritairement, de sauver de la destruction et de conserver dans des conditions adéquates les archives économiques. Lors de sa première année d'activité, le CEJARE a travaillé à la récupération de cinq importants fonds d'archives (voir annexe ci-dessous). Ensuite, le CEJARE entend favoriser le travail de recherche et de mise en valeur de ce patrimoine. Les documents conservés sont accessibles à toute personne (historien, journaliste, enseignant, curieux, etc.) désireuse d'étudier le passé industriel de l'arc jurassien. De même, la participation à la réalisation d'expositions et de publications doit permettre de faire connaître le patrimoine économique jurassien au grand public. Le CEJARE assure les contacts avec les entreprises et organisations intéressées pour la réception et le catalogage des archives qui pourraient lui être confiées. Des prestations directes *in situ*, comme le tri, l'inventaire et le conditionnement des documents, sont aussi réalisables.

Pierre-Yves Donzé (Neuchâtel), président du CEH, est responsable du CEJARE (Saint-Imier) et assistant à l'Université de Neuchâtel.

Annexe : présentation des cinq premiers fonds du CEJARE

Durant sa première année d'activités, le CEJARE a travaillé à la sauvegarde de cinq premiers fonds d'archives économiques. Ils sont partiellement classés et accessibles au public sur rendez-vous. Les inventaires disponibles, ainsi que diverses informations complémentaires sur le CEJARE se trouvent sur le site internet www.m-ici.ch/cejare.

Ces premiers fonds d'archives reflètent particulièrement bien la diversité du tissu industriel jurassien.

Aubry Frères SA, Le Noirmont (horlogerie)

La maison Aubry Frères est fondée en 1917 par trois horlogers du Noirmont et produit à l'origine des pignons pour les maisons horlogères de la région, avant de se lancer dans la production de montres complètes (1921). Cet atelier de taille modeste connaît un premier essor dans les années 1930 grâce à l'établissement de relations commerciales avec la société West End SA, négociant genevois spécialisé dans les marchés indiens et moyen-orientaux. Transformé en SA (1935), Aubry Frères accroît sa capacité de production et devient l'un des plus importants fabricants de montres des Franches-Montagnes au cours des années 1960 et 1970, sous la direction de Marcel Aubry, fils de l'un des fondateurs.

Les difficultés qui interviennent sur les marchés d'Aubry Frères à la fin des années 1970 (notamment la fermeture du marché iranien en 1978) débouchent sur une crise de reconversion, tentée par le rachat de maisons horlogères en déconfiture (Dogma, Ernest Borel, West End, etc.), par la production de haut de gamme et par la production de robots (dans le cadre de la société Espérus). Ces diverses tentatives se soldent par des échecs. Au début des années 1990, Henri Aubry, représentant la troisième génération de directeurs, voit le salut de son entreprise dans le marché chinois qui s'ouvre au commerce international et vend sa société à des investisseurs de Hong Kong. Cette nouvelle aventure se solde par un échec, si bien qu'il rachète la société (1993) avant de s'en défaire définitivement (2001).

Schäublin SA, Bévillard (machines)

La maison Schäublin-Villeneuve est créée à Bévillard en 1915 par Charles Schäublin (1883-1958), mécanicien originaire de Waldenburg, et son beau-frère Emile Villeneuve (1890-1952), maître secondaire à Tavannes. Elle produit des machines-outils pour l'industrie horlogère et connaît un important développement dans l'entre-deux-guerres, avec l'ouverture d'une première succursale à Delémont (1924), la mise en service d'une nouvelle usine à Bévillard (1930) et plusieurs agrandissements dans les années 1940, ainsi qu'un développement de la politique

du personnel (fondation de prévoyance, construction d'habitations à loyer modéré, etc.).

La croissance de l'affaire s'affirme après la guerre. L'entreprise, transformée en société anonyme en 1946, procède à un nouvel agrandissement de l'usine de Bévillard, ouvre deux nouvelles succursales (Orvin 1954, Tramelan 1956) et devient un important mécène régional. Schäublin SA occupe près de 800 ouvriers en 1965 et un millier dans les années 1980.

En 1999, Schäublin SA se sépare de plusieurs secteurs importants (usine de Delémont vendue à un groupe américain, tours automatiques cédés à Tornos, etc.), si bien qu'elle emploie actuellement moins d'une centaine de personnes.

Stella SA, Bassecourt (mécanique)

Deux fabriques de cadres de cycles, puis de bicyclettes, sont fondées à Bassecourt en 1924: l'une par Georges Rebetez, qui lance la marque *Stella*, l'autre par Camille Piquerez (1901-1963), qui produit les cycles *Jurassia* dans les locaux de l'ancienne fabrique de boîtes de montres de son père, Ervin Piquerez (1869-1921).

En 1934, des difficultés économiques poussent Georges Rebetez à céder son entreprise à Camille Piquerez. Sa société connaît une forte croissance dès les années 1930: transformée en SA (1935), elle occupe 165 personnes en 1939 et s'installe dans de nouveaux locaux en 1940. La marque *Stella* devient célèbre dans les années 1940 grâce au sponsoring sportif. Parallèlement à cette activité, Camille Piquerez produit aussi des meubles en acier, puis se retire de l'entreprise en 1949 pour reprendre une fabrique d'assortiments de boîtes de montres à La Neuveville.

A Bassecourt, la succession a été reprise par un groupe de capitalistes alémaniques (Bâlois et Zurichois), sous le nom d'Usines Stella SA (*Stella Werke AG*), qui produisent des meubles en acier. L'entreprise est rachetée en 1980 par Iraj Sabet, homme d'affaires d'origine iranienne.

Maurice Rondez, Bassecourt (horlogerie)

Maurice Rondez (1922-2002) a été cadre technique chez Thécla SA à Saint-Ursanne avant d'entrer en 1951 au service d'Ervin Piquerez SA (EPSA) à Bassecourt, en tant que chef du bureau technique puis comme représentant. Il a aussi fonctionné comme membre de diverses commissions du bureau des normes de l'industrie horlogère suisse (NIHS).

Wahli Frères SA, Bévillard (machines)

La maison Wahli Frères SA est fondée en 1946 par deux fils d'un agriculteur de Champoz, Werner et Marcel Wahli. Ils sont rapidement rejoints par un troisième frère, Samuel Wahli (1949), et par un beau-frère-

re, Walter Opplinger (1955). L'entreprise connaît une très forte croissance jusque dans les années 1970: les frères Wahli quittent l'atelier installé dans la ferme paternelle et s'établissent à Bévilard en 1951. L'évolution du nombre d'employés reflète particulièrement bien ces années de croissance, puisque l'on compte 9 employés en 1951, 109 en 1961 et 280 en 1981.

L'entreprise Wahli connaît des difficultés dans les années 1980. Elle est rachetée en 1990 par le groupe Dixi, qui centralise ses activités au Locle et ferme le site de Bévilard.

NOTES

¹ Au sens où l'entend Bernard Crettaz dans ses réflexions sur la disparition de la société rurale alpine. Voir Bernard Crettaz, *La beauté du reste. Confession d'un conservateur de musée sur la perfection et l'enfermement de la Suisse et des Alpes*, Carouge-Genève, Ed. Zoé, 1993, 197 p.

² A titre de comparaison, la plus importante bibliothèque du Jura (canton du Jura et Jura bernois), la Bibliothèque cantonale jurassienne, possédait en 2003 environ 72000 volumes. Source : www.jura.ch (site consulté en août 2003).

³ Citons notamment l'exemple du Centre rhénan d'archives et de recherches économiques (CERARE), fondé à Mulhouse en 1983 à l'initiative d'archivistes et d'industriels de la ville.

⁴ Chiffres communiqués par l'Office fédéral de la statistique (pour la Suisse) et le Bureau cantonal de la statistique (pour le Jura).

⁵ Source : *Kompass. Répertoire général de l'économie suisse*, Zurich, Kompass Schweiz, 1947 (amicalement communiqué par François Kohler) ; Virgile Moine (dir.), *Chronique du Jura bernois*, Zurich, Ed. H. Diriwächter, 1947, 490 p. ; Marco Richon, *Omega Saga*, Bienne, Fondation Adrien Brandt en faveur du patrimoine Omega, 1998, 487 p. ; www.swissfirms.ch (site des chambres de commerce suisses, consulté en juin 2003) pour les données 2003.

⁶ Le petit bilan historiographique esquissé ci-dessous ne prétend pas à l'exhaustivité. Il vise d'abord à montrer les dynamiques de la recherche en histoire économique jurassienne et à mettre en lumière les principales lignes de force de ce champ de recherche.

⁷ Voir notamment son ouvrage incontournable intitulé *Le travail à domicile dans l'horlogerie suisse et ses industries annexes*, Berne, Impr. De l'Union, 1912, 544 p.

⁸ Parmi une pléthore de titres, voir par exemple Alfred Chapuis (dir.), *L'horlogerie, une tradition helvétique*, Morat, Ed. patriotiques, 1948, 325 p.

⁹ Anthony Babel, *Histoire corporative de l'horlogerie, de l'orfèvrerie et des industries annexes*, Genève, A. Kundig, 1916, 606 p.

¹⁰ Voir ses deux monographies *Une entreprise horlogère du Val-de-Travers : Fleurier Watch Co SA. De l'atelier familial du XIX^e aux concentrations du XX^e siècle*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, 406 p. et *De la forge à la manufacture horlogère (XVIII^e-XX^e siècles) : cinq générations d'entrepreneurs de la Vallée de Joux au cœur d'une mutation industrielle*, Lausanne, Bibliothèque historique vaudoise, 1983, 707 p.

¹¹ François Kohler, « Les débuts de la Fabrique jurassienne de meubles à Delémont (1903-1908) », in *Les intérêts de nos régions*, 1985, N° 7, pp. 1-42.

¹² François Kohler, « Industrialisation de la vallée de Delémont : les débuts de la coutellerie Wenger », in *ASJE*, 1993, N° 96, pp. 281-304.

¹³ Notamment « L'horlogerie dans le Jura bernois et le canton du Jura », in *L'homme et le temps*, 1291-1991, La Chaux-de-Fonds, Institut l'homme et le temps, 1991, pp. 135-142 et « L'horlogerie jurassienne au milieu du XIX^e siècle : une fabrique rurale collective », in *L'Hôtâ*, 1993, N° 17, pp. 73-84.

¹⁴ Par exemple les pages consacrées à l'économie jurassienne au 20^e siècle dans la *Nouvelle histoire du Jura*, Porrentruy, Société jurassienne d'Emulation, 1984, pp. 244-293.

¹⁵ Marcel Rérat (dir.), « Le centenaire des chemins de fer jurassiens. Les Jurassiens et le problème des transports hier et aujourd'hui », in *ASJE*, 1973, pp. 117-192.

¹⁶ Travail publié sous le titre *La fabrique et le village : la Tavannes Watch Co (1890-1918)*, Porrentruy, Cercle d'études historiques de la SJE, 1996, 134 p.

¹⁷ Mémoire de licence publié sous le titre *Condor. Cycles, motocycles et construction mécanique, 1890-1980*. Innovation, diversification et profits, Delémont, Alphil, 1998, 324 p.

¹⁸ Joëlle Knobel, *Une manufacture d'horlogerie biennoise : la Société Louis Brandt & Frère (Omega), 1895-1935*, Université de Neuchâtel, Institut d'histoire, mémoire de licence, 1997, 136 p.

¹⁹ Mémoire de licence publié sous le titre *Piquerez SA & Ruedin SA. Le patronat de la boîte de montre dans la vallée de Delémont. L'exemple de E. Piquerez SA et de G. Ruedin SA à Bassecourt (1926-1982)*, Delémont, Alphil, 1999, 245 p.

²⁰ « Un exemple d'innovation diffuse. Le développement du tour automatique à poupée mobile dans la région jurassienne, 1870-1904 », in *Innovations, incitations et résistances – des sources de l'innovation à ses effets*, Zurich, Chronos, 2001, pp. 81-98 et « Un exemple de rationalisation dans une PME: Les usines Joseph Pétermann SA, Moutier (1940-1960) », in *Revue suisse d'histoire*, 2001, pp. 59-96.

²¹ *Quelques aspects de la modernisation industrielle dans le Jura bernois pendant la Grande Dépression (1872-1895)*, Université de Genève, mémoire de licence, 1990 et « De la lime à la machine ». *L'industrialisation et l'Etat au pays de l'horlogerie. Contribution à l'histoire économique et sociale d'une région suisse*, Courrendlin, Ed. CJE, 2003, 610 p.

²² C'est le cas des ouvrages sur la Tavannes Watch Co, Condor et le patronat de la boîte de montre de Bassecourt.

²³ Données selon un petit recensement effectué auprès des musées en juin 2003. Je remercie ceux qui ont répondu à mes demandes de renseignements.

²⁴ Voir la thèse de Christophe Koller, « *La lime...* », op. cit.